

# Kleinere Beiträge = Mélanges

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse**

Band (Jahr): **15 (1921)**

PDF erstellt am: **30.06.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

## Procédure contre un bourgeois de La Sarraz paroissien d'Eclépens (1559).

Les archives de la Sarraz conservent une pièce de procédure qui nous paraît valoir la peine d'être tirée de l'oubli. Quand nous disons *conservent*, c'est une façon de parler, car la liasse qui renferme ce document porte comme suscription le titre assez mal approprié de : *Papiers inutiles*. Est-il tellement inutile que celà ? Au point de vue administratif, peut-être ; mais au point de vue historique on lui reconnaîtra sans peine un certain intérêt, assez local, il est vrai. Nos lecteurs pourront en juger par la lecture du texte intégral que voici :

Griefs et procès intenté par feu Noble et Puissant Jehan François, baron de la Sarra, contre Guillaume Cuhat, bourgeois de la Sarra, pour répétition de la coupe de la moisson, en l'an 1559.

Par lequel appert que l'on n'a peu veriffier la coustume, jacoit que l'on produyt douze tesmoings.

Le baron a produyt une sentence obtenue par Egrège Guillaume Grineri, commissayre de feu Monsieur Jean François de Gingin, contre Guillaume Cuhat, bourgeois de la Sarra.

La demande sensuyt.

Demande quil doige confesser et recognoistre destre peroissien de la cure d'Escleppens, et à debvoir audict sieur baron la coppe de moisson et les couvrées de charrue, comme les autres peroissiens, et poyer les retenues de la moisson et corvées dempuis la conqueste du pays ou en reffus la somme de cinquante escus.

Les responses.

Le ree a respondu, nyant formellement que luy, ny ces prédecesseurs, ayent jamais esté peroissiens d'Escleppens, ny qu'ilz ayent jamais poyé la coppe de moisson, ny corvées de charrue a ladicte cure. En vigueur de quoy demande libération avecq despens.

Sur quoy, le commissayre acteur a prouvé comme s'ensuyt :

Pierre Roy, a déposé, moyennant son serment, qu'il a tousjours ouy dire

aux anciens, que la maison des Cuhat estoit de la paroisse d'Eseleppens, et que ilz y pourtoient le pain bénit.

Fransçois Bosson a déposé, que tousjours ceulx de la maison des Cuhat ont esté tenus pour paroissiens d'Esceleppens, et ne leur a point vehu poyer de moissons, ny de gerbes.

Claude Monney a déposé estre vray que dempuis le temps de trente six ans, des leur maison ilz remettoient le crochon de pain bénit en la maison dudit Cuhat, et luy mesme le luy apporta par plusieurs foys, et la vehu appourter à la mère dudict ree, et officier en l'Eglise dudict Esceleppens. Item quand au poyement des coppes de moisson, dit qu'il a bien ouy dire aux viquayres parlant à ceux de la maison desdicts Cuhat, quand ilz yroyent querir leurs gerbes. Dit aussi que ceulx de la maison dudict Cuhat alloient querir la chandelle comme les autres à la chandeleuse. Et aussy a ouy dire à feu Noble Jehan Mayor, parlant audict Cuhat, qu'il allast fayre les corvées de la charrue. Ledict Cuhat respondit qu'il n'en devoit rien.

Pierre Tissot a déposé estre souvenant qu'il a vehu pourter le pain bénit à la mère dudict ree, et que aux bonnes festes, ceux de la maison dudict Cuhat alloient offrir en ladicte église et prenoient la chandelle comme les autres de ladicte paroisse, et se disoyent estre de ladicte paroisse. Toutesfoys n'a jamais vehu poyer moisson et gerbe de bled à ceux de la maison dudict Cuhat; autre n'en ont déposé les dits tesmoins.

Honorable Claude Olivey a déposé avoir ouy dire à ceulx de la maison dudict Cuhat qu'ilz estoient paroissiens d'Esceleppens, à feu Pierre Agasse qui pour lors estoit vicayre autre n'en scait.

Ledict commisayre a produyt certain legat fait à l'Eglise d'Esceleppens de XXX solz.

Claude Ducrest a déposé avoir ouy dire à feu son frère qui estoit curé d'Ornyer, que la maison en laquelle ledict ree réside, estoit de la paroisse d'Esceleppens, et que la mère du ree alloit à l'église d'Esceleppens, et que là elle faysoit le pain bénit.

Jehan Monney a déposé avoir cogneu feu Jehan Canard, et la mère du ree qui estoit femme dudict Canard, lesquelz il a vehu contribuer a l'église dudict Esceleppens; et ilz y ouffroyent le pain bénit et y alloient à la messe. Et se tenoit ledict Canard en la maison dudict ree que l'on nommoit Madame de la Tourt.

Alix Masson a déposé avoir cogneu la femme d'ung qui faysoit residence en dicte maison, laquelle elle a vehu offrir le pain bénit à Esceleppens, de mesmes la mère du ree nommée Guillauma.

Fransçoise Tissot a déposé avoir vehu offrir ladicte Guillauma, et avoir ouy dire qu'ilz estoient paroissiens d'Esceleppens.

Gabrielle Gravier a déposé comme ladicte Fransçoise. Noble Jehan Mayor a déposé avoir ouy dire à feu son père que Guillaume Cuhat devoit les

coppes de moisson et corvees, et le menassant. Toutesfoys ne sçait que jamais il en aye rien poyé.

Egrège Sulpi Siret <sup>1</sup> a déposé n'en rien scavoir, et moins en havoir vehu, aucune escripture en ses papiers de court.

Susquoy, Noble Claude Thomasset, juge des causes commissionales, lequel ayant entendu la lecture de la demande, responses et autres deduictes du procès, et notamment la déposition des tesmoings par lesquelles appart les antecessors du ree havoir assisté à la messe perochiale d'Escleppens, et, en icelle ouffert le pain bénit, et, pris des chandelles à la chandeleuse, ainsi comme les autres peroissiens de ladicte eglise, ledict Cuhat est tenu et doit faire la recognoissance prédicte tant de la moisson que des corvées ainsi comme les autres peroissiens de ladicte cure ont fait et sont tenus. Reservant toutesfoys, pource que ledict ree reside et est bourgeois de la Ville de la Sarra, s'il se conste que les autres bourgeois et residants en ladicte Ville, et peroissiens des autres cures ne poyent autant comme les villageois, que aussi ledict ree ne soit tenu à plus oultre que telz bourgeois de ladicte Ville ne sont tenus. Et quand aux retenues ledict ree n'y debvoir estre tenu les poyer, sinon de troys ans eschus avant l'intentation de présente cause et condampné aux missions.

Accepté par les parties.

La sentence recehue par feu Egrège Sulpi Siret et signée par commission par Egrège Gaspard Siret son filz.

Rendues les sentences le 21 novembre et commencée ladicte cause le dernyer janvier 1559.

En somme, il s'agit d'un fait assez banal, mais qui, vu à quatre siècles de distance et attendu la région où il a eu lieu, paraît plutôt curieux. Pour autant que l'on peut en juger par l'unique pièce qui nous soit parvenue, la cause paraît pouvoir se résumer en trois lignes. Noble Jean François de Gingins, Seigneur de La Sarraz, agissant comme abergataire des biens d'église rière sa juridiction, poursuivait un de ses sujets, nommé Guillaume Cuhat, lequel se refusait à payer ces censes et corvées dues à l'Eglise d'Eclepens, dont, au point de vue paroissial, une sienne ferme dépendait.

Sur quoi le débiteur basait-il son refus? Peut-être, sur le fait qu'étant bourgeois de La Sarraz et faisant ordinairement sa résidence dans cette ville, il s'estimait être paroissien d'Orny et non d'Eclepens. Mais, dans ce cas, les conséquences devaient être les mêmes, puisque, en vertu de titres authentiques, les biens des deux églises appartenaient au baron

<sup>1</sup> Curial de la Justice de La Sarraz.

de La Sarraz. Y avait-il au contraire un avantage à dépendre de l'une plutôt que de l'autre? C'est ce que nous ignorons.

Ajoutons que la paroisse actuelle de La Sarraz a été formée au XVI<sup>me</sup> siècle par la réunion de deux anciennes paroisses. Celle d'Orny, qui comprenait les villages d'Orny, Pompaples et Ferreyres, avec la ville de La Sarraz et celle d'Eclepens, comprenant les localités d'Eclepens et de Villars-Lussery. De filiale qu'elle était avant la Réforme, la chapelle de La Sarraz est devenue le temple paroissial avec Orny et Eclepens comme églises annexes.

Au point de vue architectural, ces trois édifices religieux sont intéressants à des degrés divers. L'église d'Orny, de style gothique, a été fort bien restaurée il y a quelques années. Elle possède une cloche, datée de 1514, sur laquelle on lit l'inscription que voici : † *ihs maria mentem spontanea honorem deo et patrie liberatio(nem)*. Celle d'Eclepens, qui date du XV<sup>me</sup> siècle, avec d'importantes modifications au XVIII<sup>me</sup> (reconstruction du clocher entre autres) attend encore sa restauration. Enfin le temple de La Sarraz construit au commencement du siècle dernier, sur les plans de l'architecte Perregaux est une adaptation plus ou moins heureuse du style gréco-roman. Adossée à ce dernier on remarque la chapelle du Jaquemard, dédiée jadis à Saint Antoine, dans laquelle se trouve le monument funéraire de François de La Sarraz. L'une et l'autre, classés comme monuments historiques, sont des spécimens très intéressants de l'art gothique des XIII<sup>me</sup> et XIV<sup>me</sup> siècles.

F.-RAOUL CAMPIGHE, *archiviste*.

## Patronatsrechte in der Pfarrei Löttschen. <sup>1</sup>

Das Patronatsrecht über das Priorat Löttschen gab um die Mitte des achtzehnten Jahrhunderts Anlaß zu einem Rechtshandel zwischen dem Bischof und den Talgemeinden. Am 22. April 1750 war Prior Christian Siegen gestorben, der die Pfarrei seit dem 1. Mai 1721 verwaltet hatte. Die Talschaft wählte einen neuen Prior, aber Bischof Joh. Jos. Blatter verwarf die Wahl und gab der Pfarrei als Prior ihren bisherigen Rektor, Joh. Jos. Ign. Zmillachren, Titulardomherr von Sitten. Die Talgemeinden, welche wahrscheinlich einen aus dem Tal gebürtigen Priester vorgeschlagen hatten, meinten sich in ihren Rechten auf das Patronat ihrer Kirche verletzt

<sup>1</sup> Die betreffenden Urkunden sind gesammelt in einem Bündel im Pfarrarchiv unter D 63 mit dem Titel: Prozeß mit dem Bischof über die Wahl des Priors.

und machten aus der Angelegenheit einen Rechtshandel, der erst in den folgenden Jahren endgültig beigelegt wurde.

Auf die Einsprache der Talschaft hin legte der Bischof seine Rechtstitel vor, nämlich den rechtsgültigen Erwerb des Patronatsrechts und dessen Ausübung durch den bischöflichen Tisch.

Um den rechtsgültigen Erwerb für den bischöflichen Tisch zu beweisen, wurden vom bischöflichen Ordinariat hauptsächlich vier Urkunden vorgelegt: Die Schenkung der Pfarrei an das Kloster Unserer Lieben Frau in Abondance im Jahre 1233 durch Freiherrn Gyrold von Turm, die Anerkennung der Abhängigkeit ihres Priorats von dem genannten Kloster durch die Pfrundinhaber Nikolaus Brugii (1377) und Johann Geißer (1484), beide Chorherren des Klosters, endlich der Kauf aller Rechte des Klosters auf das Priorat im Jahre 1607 unter Bischof Adrian II. von Riedmatten. Aus den genannten Urkunden wird geschlossen: Das Patronatsrecht über die Pfarrei Lötschen wurde von dessen Inhaber, Gyrold von Turm, 1233 an das Kloster U. L. F. in Abondance durch Schenkung übertragen, wurde zweimal von Verwaltern der Pfarrei zu Gunsten des Klosters anerkannt, und endlich wurde es 1607 mit kirchlicher Erlaubnis von Bischof Adrian II. von Riedmatten erworben für den bischöflichen Tisch in Sitten.

Als zweiter Rechtstitel wird vom bischöflichen Ordinariat vorgebracht die unbestrittene Ausübung des Patronatsrechts durch den bischöflichen Tisch. Der Rechtsbesitz und dessen Ausübung werden begründet durch die bischöflichen Visitationsakte seit 1607 (1634, 1687, 1705 und 1736) und durch die Einsetzungsurkunde des letzt verstorbenen Prior Siegen vom 1. Mai 1721.<sup>1</sup> Die genannten Visitationsakte nehmen ausdrücklich das Patronatsrecht für den bischöflichen Tisch in Anspruch, und in der zitierten Einsetzungsbulle heißt es: « Wir ernennen dich zum Prior und Pfarrer dieser Kirche durch Aufsetzen unseres runden Baretts und setzen dich ein kraft unserer bischöflichen Vollmacht als Verwalter und Prior dieser Kirche. »

Die Talleute, welche meinten, selbst das Patronatsrecht und damit das Wahlrecht ihres Priors zu haben, mußten nun diese zwei Rechtstitel entkräften. Zu diesem Zwecke wurden die Archive abgesehen nach diesbezüglichen Urkunden und die Überlieferungen der Vorfahren zu Hilfe gezogen. Eine Denkschrift von 48 Folioseiten, die heute noch im Pfarrarchiv vorliegt, wurde sorgfältig ausgearbeitet in lateinischer Sprache, nach der Überlieferung von einem Lötscher, dem tüchtigen Advokaten Meyer, wohl einem Bruder des 1739 verstorbenen Domdekans Jos. Meyer. Die Denkschrift ist wertvoll für die Geschichte der Pfarrei, wie wir überhaupt dem ganzen Handel offenbar die Erhaltung von geschichtlichen Urkunden und Überlieferungen verdanken.

Der Rechtsanwalt der Talschaft bestreitet, daß 1233 das Patronatsrecht über die Pfarrei Lötschen an das Kloster in Abondance gekommen sei. In der Schenkungsurkunde hatte sich nämlich der Freiherr vorbehalten, die *Advocatia*, was in der damaligen Rechtssprache so viel als Patronats-

<sup>1</sup> P. A. H 8.



recht bedeute. Das Kloster habe das Patronatsrecht über die Pfarrei nie besessen und darum auch nicht an den Bischof veräußern können. Von den erwähnten Anerkennungsurkunden spreche keine ausdrücklich vom Patronatsrecht, und übrigens sei zweifelhaft, ob sie mit Wissen der Talleute ausgestellt wurden. Und selbst angenommen, das Kloster hätte einmal das Patronatsrecht besessen, so hätte es dasselbe durch Verjährung verloren an die Talschaft Lötschen. Als Beweis wird angeführt, daß Bischof Joh. Jordan 1563 folgende von der Talschaft aufgestellte Bestimmung genehmigte: Bei Erledigung der Pfarr- oder Prioratpfründe können die Talleute sich einen geeigneten und fähigen Prior oder Pfarrer wählen, den sie so bald wie möglich vorzuschlagen haben, zuerst dem Collator und dann dem Hochwürdigsten Bischof von Sitten als Ordinarius und Institutor. Bischof Jordan hätte aber diese Bestimmung nicht genehmigen können, wenn ein Dritter die Kirche von Lötschen gebaut und für die Pfründe gesorgt hätte. Die Genehmigung dieser Bestimmung sei geschehen ohne Einsprache von seiten des Klosters. Übrigens sei seit der Mitte des 16. Jahrhunderts kein Prior nachweisbar aus dem Kloster gekommen, das kaum sich selbst erhalten konnte und mit Erlaubnis des Papstes Paul V. vom Jahre 1606 einem andern Orden übergeben wurde. Vielmehr seien seit dieser Zeit auf der Pfarrei viele Pfründner gewesen aus der Urschweiz, die nach der Überlieferung von den Talleuten selbst seien berufen worden.

Es folgt die Erledigung des zweiten Rechtstitels, den Rechtsbesitz und dessen Ausübung durch den Bischof seit 1607. Zuerst wird ein Verzeichnis der Pfründner aufgestellt von 1607 bis 1750 und dann einzeln untersucht, wer die betreffenden Pfründner gewählt habe. Bis 1643 sind es fast lauter Luzerner, nach der Überlieferung von den Talleuten berufen, von dieser Zeit an Walliser und zum Teil Lötscher. Weil von der Wahl der frühern nichts Bestimmtes gesagt werden könne, wird die Wahl der zwei letzten Prioren: Peter Ebener (1702) und Christian Siegen (1721) näher untersucht und behauptet, diese seien von der Talschaft durch Stimmenmehrheit gewählt worden. Gegen die Bemerkungen über das Patronat in den Visitationsakten hätten die Lötscher keine Einsprache erheben können, weil ihnen diese unbekannt geblieben seien. Die Worte in der Ernennungsurkunde von Prior Christian Siegen seien durch den Curialstil zu erklären, der bei allen Ernennungsbullen üblich sei.

Im letzten Teil der Denkschrift wird nun das Patronatsrecht der Talschaft positiv zu beweisen gesucht. Aus den Tatsachen, daß 1687 die von den Talleuten gestiftete Marienpfründe mit dem Priorat vereinigt wurde, daß 1679 die von einer Lawine zerstörten Pfrundgemächer, 1710 das Pfarrhaus, und 1739 bis 1740 die Kirche von den Talleuten neu gebaut wurden, schließen diese, mit den Lasten des Patronats gehören ihnen auch dessen Rechte.

Als Bischof Blatter am 19. Januar 1752 starb, war der Streit um das Patronat der Pfarrei Lötschen noch nicht erledigt. Sein Nachfolger, Bischof Johann Hildebrand Roten, erwählt am 31. August 1752 und konsekriert am 24. Februar 1753, schreibt am 22. März dieses Jahres an

seinen Bruder Ignaz, Meier von Raron: « Von der ausdrücklichen Erklärung der Talschaft, mir überreicht durch den Herrn Fender Meyer, entnehme ich, daß mein günstiges Angebot von einem Dreivorschlag, während ich mir das Wahlrecht vorbehalte, gänzlich verworfen wurde. Man fordert mich vor die heilige Nuntiatur oder den Heiligen Stuhl, welchen ich, gesetzlich zitiert, bereit sein werde, Rede zu stehen, obwohl es sich um meine Zendenbürger handelt, da ich kein Ansehen der Person kenne, wo in Frage kommen die Rechte der Kirche. Was mich in dieser Angelegenheit betrübt, ist eben, daß ich mit Zendenbürgern streiten muß; aber es wird für mich immer glorreich sein, auch wenn ich unterliegen sollte, die Rechte des bischöflichen Tisches nach Möglichkeit verteidigt zu haben. »

Wahrscheinlich ist der Handel nicht bis zum förmlichen Prozeß gekommen, sondern durch ein Schiedsgericht oder eine friedliche Übereinkunft beigelegt worden. Es liegen im Pfarrarchiv zwei Gutachten vor über die Angelegenheit, das eine von P. Nieff S. J., Professor des Rechtes in Straßburg, das andere von Abbé Breny, Doktor des Rechts. Der erste spricht den Talleuten das Recht zu, ihren Prior zu wählen. P. Nieff folgt ungefähr dem Beweisgang oben erwähnter Denkschrift und nimmt auch als Beweis an das Zeugnis der Talleute, weil nicht abgelegt im Interesse des Einzelnen, sondern der Gesamtheit, und weil dieses Zeugnis das einzige Beweismittel bilde. Dagegen verwirft Dr. Breny dieses Zeugnis als Beweis in eigener Sache. Allerdings gesteht er, das Kloster in Abondance habe vor 1607 durch lange Nichtbenutzung das Wahlrecht des Priors verloren, und hätte die Talschaft es damals angesprochen, so wäre es ihr zugefallen zugleich mit den Lasten des Patronats. Weil aber die Talleute dieses unterlassen haben und für die Ausübung des Wahlrechtes keine Urkunde vorweisen können, wohl aber der bischöfliche Tisch, so sei anzunehmen, dieses Recht sei an den Bischof übergegangen. Die Talschaft könne aber verlangen, daß der Bischof ihr das Wahlrecht gewähre, oder daß er ihr ihre Leistungen an die Pfarrei vergüte. Die Talschaft möge bitten, daß ihr die Collatur der mit dem Priorat vereinigten Marienpfründe zurückgegeben werde, und daß man ihr ihre Auslagen für Kirche und Pfarrhaus samt Zins ersetze. Auf diesem Wege werde die Talschaft vielleicht ohne gerichtliche Schritte durch friedliche Übereinkunft wenigstens als freiwillig gewährte Gunst das Wahlrecht erlangen.

Die zwei Rechtsgutachten, die nur in Abschriften vorliegen, waren nicht gerade dazu angetan, die Gemeinden zum Nachgeben zu bewegen. Gleichwohl haben diese jedenfalls den Antrag von Bischof Roten später angenommen, sich mit einem Dreivorschlag zu begnügen, aus welchem dann der Bischof den Prior wähle. Im Visitationsakt vom 1897 heißt es: Die Collatur gehört dem Bischof, aber auch der Dreivorschlag scheint noch zu Recht zu bestehen.<sup>1</sup> Dagegen gehört laut genanntem Visitationsakt die Collatur der Kaplaneipfründe den Talgemeinden, heute wohl den Pfarrgemeinden.

<sup>1</sup> *Mengis*, Die Rechtsstellung des Bistums Sitten im Kanton Wallis. B. W. G. 4/208.



Der Streit um das Wahlrecht des Priors war wohl mehr ein Federkrieg, der nur von den Gebildeten geführt wurde. Dagegen hat um diese Zeit ein anderer Wahlstreit die Gemüter im ganzen Tale aufgeregt. Man möchte diesen Streit fast eine Strafe für die Differenz mit dem Oberhirten nennen.

Als die Lötcher in die Lage kamen, einen Prior zu wählen, waren sie unter sich selbst uneinig, und zwar in dem Maße, daß sogar in der Kirche die Plätze abgeteilt wurden nach Gemeinden. Der Zwist, bei welchem wahrscheinlich die innerste Huob (die heutige Pfarrei Blatten) und eine Minderheit aus den andern Gemeinden zusammenhielten und zuerst obenauf kamen, lebt noch in der Erinnerung der Lötcher und heißt bei ihnen der « Herrenstreit ».

Zu Tätlichkeiten ist es nicht gekommen, aber zur Erbauung hat ein solch unwürdiger Streit auch nicht gedient. Es sollte sich schnell zeigen, daß die Lötcher besser nachgegeben hätten im Streit um das Patronatsrecht, dann hätten sie später keinen Grund gehabt, über die Berufung ihrer Seelsorger zu streiten. Der Gehorsam ist oft eine schwere Tugend, die aber umso reichlicher belohnt wird, schon in diesem Leben.

*Joh. Siègen, Prior.*

## **Bündnisvertrag zwischen den Mendikantenorden auf dem Basler Konzil (2. April 1435).**

Im Laufe des 14. und 15. Jahrhunderts gelangten die durch zahlreiche päpstliche Bestätigungen und Privilegien begünstigten Mendikantenorden der Karmeliter, Augustiner, Franziskaner und Dominikaner zu großem Einfluß. Schon Bonifatius VIII. hatte den Minoriten und Dominikanern das Recht eingeräumt zu predigen, Beicht zu hören und zu beerdigen, alles Privilegien, welche nachfolgende Päpste, wie Clemens V. und Johann XXII. bestätigten und in der Folgezeit auch den übrigen Bettelorden zuteil werden ließen. Nicht selten wurden solche Sonderrechte bestritten, besonders durch die Weltgeistlichkeit, welche diese beständigen Eingriffe in die Pastoration, womit manche Einkünfte verbunden waren, ungern sah. Als aber einige Mitglieder dieser Orden öffentlich Lehren zu verbreiten begannen, die daraufhin zielten, ihr Ansehen und Einfluß beim Volke zu vermehren, sah sich die kirchliche Autorität veranlaßt, gegen sie vorzugehen. So kam es, daß am 12. Februar 1434 die Basler Synode<sup>1</sup> das Einschreiten der Bischöfe gegen solche Eiferer gebot, ohne Rücksicht auf deren Privilegien. Die Bittschrift um Zurücknahme des Dekrets von seiten der Ordensgeneräle blieb erfolglos; in Basel nahm man ihnen gegenüber überhaupt eine wenig freundliche Haltung an.

Die Tatsache, daß an die auf dem Konzil versammelten Generalprieore

<sup>1</sup> *Hejtele* : Konziliengeschichte, VII, 582.

der vier Mendikantenorden im folgenden Jahre die Notwendigkeit herantrat, sich über verschiedene Vorschriften zu einigen, welche den Frieden zwischen ihren Orden erhalten sollten, läßt erkennen, daß damals auch unter ihnen gewisse Gegensätze vorhanden waren, die man nun auf besonderem Wege zu überbrücken hoffte. Am 2. April 1435 schlossen sie unter einander einen Bündnisvertrag, dessen Bestimmungen in nachstehender Urkunde sich aufgezeichnet finden. Indem dieselben alle jene Momente berühren, die dazu geeignet waren, den Antagonismus gegen einander zu schüren, verfolgen sie den Zweck, einen dauernden Frieden herzustellen und ein harmonisches Zusammenwirken der 4 Orden zu ermöglichen. Da das Dokument nur fragmentarisch erhalten ist, müssen die allgemeinen Richtlinien des Vertrags aus dem Zusammenhang herausgeschält werden.

Wie himmlische Wasserläufe hat Gott die 4 Mendikantenorden in alle Gegenden der Erde gesandt, er, der nicht der Herr des Streitigen, sondern des Friedens und der Liebe ist. So soll unter ihnen ganz besonders Friede herrschen. Den Ordensgründern gehört gebührende Ehre; niemand unterstehe sich, diese dem Patron eines andern Ordens abzusprechen. Strafe verdient daher derjenige, welcher in ungeschickter Redeweise die andern beleidigt. Besonderes Gewicht legt der Vertrag auf die im Beichtstuhl auszuübende Gewalt, die nicht mißbraucht werden darf.<sup>1</sup> Es scheint, daß auch allzu große Nähe der verschiedenen Ordensniederlassungen zu Zänkereien geführt habe, weswegen für den Bauort des Klosters oder der Kirche besondere Bestimmungen getroffen werden mußten. Ebenso wird jede unzweckmäßige Propaganda der Brüder für ihr Kloster insofern ausgeschaltet, als ausdrücklich davor gewarnt wird, den Austritt eines Mitgliedes aus seinem Orden zu veranlassen, um den Betreffenden für einen anderen zu gewinnen. In einem Worte werden durch gegenwärtigen Bündnisvertrag der 4 Mendikantenorden alle jene Gelegenheiten ins Auge gefaßt und zu regeln versucht, durch welche die freundschaftlichen und friedlichen Beziehungen zu einander eine Trübung erfahren könnten. — Die Urkunde, ein Orig. Pergam. 36 × 33,5 cm ist Privatbesitz der Zürcherischen Antiquarischen Gesellschaft und auf dem Zürcher Staatsarchiv deponiert (Urk. A. G. no. 218). Sie ist in 5 Teile zerschnitten worden, und mag allem Anscheine nach als Buchdeckelbekleidung gedient haben. Nachträglich sind sie wieder abgelöst und zusammengeflickt worden, wobei der 5. Streifen (zirka 33,5 cm × 8) verloren gegangen ist, sodaß also nur noch  $\frac{4}{5}$  der Urkunde vorhanden sind.

Universis et singulis fratribus sacrarum religionum et ordinum Predicatorum beati Dominici, (Min)orum beati Francisci, Heremitarum sancti Augustini et Carmelitarum beate Marie, fratres Bartolom[eus] . . . .

<sup>1</sup> itaque et auctoritatem audiendi confessiones et absolvendi diligentissime omnes caveant . . . . Es sei hier beispielsweise auf die von einigen Franziskanern verbreitete Lehre aufmerksam gemacht, wonach behauptet wurde, wer in den letzten Stunden seines Lebens ihrem Orden beitrete und im Franziskanerkleide sterbe, könne nicht länger als ein Jahr im Fegfeuer bleiben. *Hergenvröther-Kirsch* III, 312.

.... generalis ordinis Minorum et Erardus de Arimino, prior generalis ordinis Heremitarum sancti Augustini et Johannes Phacii, prior generalis ordinis Carmelitarum (fratrum beate Marie) eterne salutis ac perpetue pacis munus....

penitentiam evocans, neminem vult perire sed omnes homines salvos fieri, vel in eo, quo latissime patet, quod in novissimis quoque diebus languenti iam morum (sen)ilitate mundo remedia sanitatis afferre dignata

.....

ac fidelibus monitis instituerent. Itaque quatuor ordinum Mendicantium religiones sacras velud quatuor flumina paradisi in omnes suorum fidelium regiones mira benignitate diffudit, que exemplo ....

quodam hinnore foverent, mitesque ac saluberrimos eterne vite alerent fructus (egris peccat) orum animis non opem modo, sed et divine suavitatis gustum optimum allatuos. Cuius dulcedine ....

voluptatis desiderio iocundari, verum sanctissime nostre (iurisd)icionis operatione tam prudenti et concordi moderacione exerceri ac regi necesse est, ne ipse religiones aut mutuo exauste pen....

si unus ipsorum ordinum dum exuberare cupit, spernat et impugnet ceteros, fama honoribus aut commodis ipsos evacuare laborans, necesse est illud accidere, ut altero repugnante aut referire m....

[reme]dia, que non ad propriam modo sed ad alienam salutem ac concordiam susceperunt, conversis inter se odiosis animis graves discordias nutriant. Qui pessimo exemplo et multorum fidelium mentes au....

[re]sidentes in magna nostra scandala ac dampna precipitamur. Que mala ut in futurum deo favente vitemus, omnesque intelligant sacrarum religionum ritus quamque pulchra diversitate varios ....

ac terminum petere. Nos prenominati quatuor ordinum Mendicantium priores generales, sanctissimorum patrum nostrorum vestigiis inherentes, qui unitates spiritus et pacis vinculum cum omnibus ....

reverendorum provincialium et aliorum sacre theologie magistrorum, qui ex diversis ipsorum ordinum provinciis ad sacrum Basiliense concilium convenerant, sano ac maturo concilio nonnulla inter nos ....

[statu]enda esse censuimus, que ab universis eorundem ordinum fratribus ubique terrarum perpetuo observata, paci firme et commode ipsarum religionum toto orbe consulerent et rebus, que inter fratres dissidium ....

Earum autem ordinationum forma ac series talis est : Firmam sacrarum quatuor religionum pacem perpetuo duraturam iusto ac stabili federe coniuncturi dignum ducimus, inde initium ....

ab sanctis videlicet, quos religiones veluti primos cuiusque auctores aut illustratores cultu precipuo venerantur. Hos enim et si equum sit summis fratrum suorum laudibus celebrari, quos ..... [haud necessa?] rium est tam sublimiter de unius meritis disputare, tamque excellenter sentire, ut alteri vel religioni vel sancto in comparacionem adducto derogetur et ex celestis regni beatitudine. ....

nostrarum religionem fratrem, qui in derogationem sanctorum alterius ordinis patronorum aut professorum seu universalis status et honoris ipsius scienter et publice linguam laxare pre....

digna punitione volumus castigari. Et nihilominus ad revocationem aut aliquam iustam emendacionem dicti sui eodem loco, quo offenderat, omnino compelli. Scolasticos quoque . . . . .

ea tamen moderacione linguam honestare precipimus, ne quis aliorum ordinum auctores ullo contemptu aut turpi dicto insectare presumat, a quibus forte ipse aliorum mutat. . . .

confirmacionem approbacionemque alicuius harum sacrarum religionum quispiam aliorum ordinum frater aliquid predicare aut disseminare presumat, sed magis omnes studeant il . . . . .

caritatem sancto vinculo sociatam forciolem ad comune presidium posse (—). Itaque et auctoritatem audiendi confessiones et absolvendi diligentissime omnes caveant, ne . . . .

videri sed alterne potestati et auctoritati non modo consenciant, sed diligenter faveant perpetua laude et approbacione, aliis tribuant, que ab illis ipsi desiderant. Omnino autem in Romana curia . . . .

ceteras orbis partes facile dirivari atque diffundi possunt solidam pacem et tamen individuum rerum ac periculorum omnium servari convenit societatem, ut quotiens necessitas et equalis periculi . . . .

ordinis negocia non aliter quam sui curent atque sustineant. Collatis insuper equali sorte sumptibus, ubi et cause magnitudo et comunis rei discrimen ita exigere videatur. In ceteris vero invicem . . . .

. . . . verit. Neque ullus ipsorum acceptis a quibusdam fratribus aut conventibus sui ordinis conversus fratres alterius religionis querelis litem contra illum moveat aut moveri sinat seu literas im[petret] . . . .

ducantur, ad quem pertineret prius amonitum esse et in amministranda iusticia negligentem fuisse cognoverit, etiam si eiusmodi sui que extra curiam comode agitari non . . . .

[contro]versie inter duarum religionum fratres ac provide et inter eorum procuratores suboriri videatur, alii duo procuratores omni diligencia et studio componere et interceptam causam iusto moderari . . . .

quibus precipimus et mandamus, ut omnem causam suspensam teneant, donec alii temptare concordie fortunam expiantur. Cum vero inter servos dei, qui non est deus dissensionis sed pacis . . . .

putamus et iubemus, ut si quando inter dictorum ordinum fratres super nimia vicinitate aut aliis impedimentis, ob que aliorum loca commode edificari non possint, controversia aliqua fuerit ex[orta] . . . .

locum, ubi litis occasione(s) nasci cognoverint, intra duorum mensium spacium se personaliter transferant, et omnem controversiam subortam curent unius mensis ab eorum adventu spacio . . . .

[intelligant, qui similiter intra mensem omnem litem iusto fine decidere teneantur, et quicquid tres simul aut duo eorum decreverint, firmiter observetur. Quod si predicti priores provinciales . . . .

aut noluerint se transferre, committant quibusdam fratribus amatoribus pacis et concordie vices suas, qui suscepte cause arbitrum usque ad iustam terminacionem intra unius mensis sp[atium] . . . .

ordinatum fuerit, robur obtineat firmitatis. Ordinacionibus quoque

et inhibitionibus amplius est parendum, ne ullius ordinis fratres ad constructionem monasterii ecclesie seu . . . .

centumquadraginta annorum spacium per sedem apostolicam pretaxatum sine ipsorum licentia et assensu. Rogamus tamen, ne se ad huiusmodi gratiam faciendam difficiles reddant, ubi . . . .

Caveant insuper omnes diligenter, ne alterius ordinis novicio zelo attrahendi ipsum ad suum ordinem quisque suadeat prime religionis egressum. Et si quis ita illectus . . . .

visus est, nisi de licentia illius ordinis quem reliquit. In qua re ne ulla iniura aut fraus fiat, inhibemus omnino, ne de huiusmodi alienorum noviciorum receptione ulla dispens[atio] . . . .

faciat, quod sibi nolit fieri neque electionem sepulture alicuius persone apud fratres alterius ordinis factam, personis patris et matris, fratris ac sororis dumtaxat exceptis, immutari neque . . . .

presumat. Attendant eciam singuli, ne honori sui ordinis inprovidentem, in contencione et emulatione aliorum sermones proripiant vel impediunt, insuper in securum . . . .

circa observacionem sententiarum excommunicationis et interdicti, que ab aliis quam a summo pontifice, ab legatis sedis apostolice, quibus est simpliciter deferendum, prolata fuerint, queque ull. . . .

collacione prehabita, requisito eciam diligenter, si necesse fuerit, concilio sapientium, quantum consciencia permiserit, uniformitas observetur. Ceterum quia quicquid in fidei christiane religi[one] . . . .

pravitatis nullus impediatur vel perturbetur, quin potius et ipsi mutuo sibi et alii eisdem in prosecutione officii indefesse faveant et assistant. Hec sunt, que exacta diligentia . . . .

iuxta culparum exigenciam debita castigacione puniri. Quocirca omnibus et singulis eorundem ordinum fratribus provincialibus presertim ministris vicariis et aliis rectoribus . . . .

aliis, quecumque discrimen turbacionis aut adducere consueverunt aut posse adducere videantur, omni diligentia studeant efficacibus monitis et oportunitis correctionibus taliter . . . .

similia non contingant. Et ut firmiter teneantur atque serventur, que sepius repetita ac memorata fuerint, omnibus prioribus et guardianis dictorum ordinum, ad quos pre[sens] . . . .

volumus investigare, pervenerit, ut singulo anno quater capta equali interpolacionis mora ipsis prioribus et guardianis singularum religionum, qui in eo loco fuerunt, simul cone. . . .

et mandamus. Ac si quid adversus comunem pacem et has nostras sanctiones interim cognoverint accedisse, illud reformare et componere omni diligentia studeant communique . . . .

conservetur. Datum Basilee, anno domini millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, die secundo mensis Aprilis, sub impressione sigillorum quatuor generalium . . . .

Carmelitarum, cum generalis ipse, re cum aliis prius composita, postea discessisset.

*Guido Hoppeler, cand. hist., Zürich.*

